AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
http://ageconsearch.umn.edu
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

INRA SCIENCES SOCIALES

N° 4 - OCTOBRE 2009

RECHERCHES EN ECONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES

Riches des campagnes, riches des villes. Les patrimoines ruraux et urbains en France entre 1820 et 1939

Comment les changements structurels intervenus depuis le 19e siècle se sont-ils traduits sur les patrimoines individuels des Français ? La mobilisation d'une source historique permettant de suivre ces évolutions de patrimoine montre que les inégalités de patrimoine sont tirées en France par les évolutions de la distribution interne au monde rural, même si l'urbanisation qui a lieu à cette époque a des effets visibles. En zones rurales, comme en moyenne française, la diminution de la part de la population possédant un patrimoine touche principalement les petits possédants, accroissant ainsi les écarts de patrimoine.

La période qui s'écoule en France entre le début du 19e siècle et le déclenchement de la seconde guerre mondiale voit des changements structurels importants. Un pays jusque-là majoritairement rural s'urbanise et s'industrialise ; le travail salarié, en usine ou dans des bureaux, prend la place du travail à la ferme ou de la fabrication à domicile ; les chemins de fer et les mines développent les premiers systèmes de retraites privées ; l'éducation primaire se généralise et devient gratuite. Ces grandes transformations s'accompagnent d'effets redistributifs majeurs qui s'expriment dans une réallocation de la richesse économique au sein de la population française. A partir de la base TRA-patrimoine, source de données individuelles qui retrace les successions de plus de 90 000 Français morts entre 1820 et 1939 (encadré), on montre que, en dépit de l'urbanisation, l'accroissement des inégalités internes au monde rural joue un rôle majeur dans la répartition de patrimoine entre Français.

Un siècle et demi de changements structurels

Les grandes lignes de la croissance française depuis la Révolution sont connues : on relèvera seulement que, d'un point de vue spatial, l'urbanisation se moule d'abord dans la hiérarchie héritée de l'Ancien Régime axée autour de la France méridionale et des villes portuaires avant que n'émerge, dans la deuxième moitié du 19e siècle, une France industrielle et minière dans le Nord et l'Est. Surtout, Paris se détache désormais nettement des métropoles régionales : outre le pouvoir politique, à partir des années 1890, la capitale tend à concentrer le pouvoir économique et la grande industrie dans sa banlieue en pleine expansion.

D'un point de vue économique, le modèle dual d'Arthur Lewis (1954) fournit un cadre d'analyse pertinent pour saisir les effets redistributifs du passage d'une société à dominante agricole et rurale à une économie industrielle et urbaine. Dans cette veine, Kuznets (1955) conjecture que l'inégalité augmente dans un premier temps quand les villes s'industrialisent et que les salaires des usines situées dans les zones urbaines doivent s'élever pour attirer la main d'œuvre rurale des campagnes avant que, dans un deuxième temps, la concurrence salariale et l'accroissement des besoins alimentaires en ville ne réduisent les écarts.

L'extension au patrimoine de la conjecture de Kuznets n'est cependant pas directe. On pourrait certes penser que les patrimoines, stocks résultant du flux des revenus, en suivent le mouvement avec retard. Plusieurs phénomènes viennent contrecarrer cette simple translation des revenus vers les patrimoines. L'inflation ou les destructions liées aux guerres peuvent miner un capital de manière indépendante des revenus qui ont servi à leur accumulation. En outre, le patrimoine est beaucoup plus concentré que le revenu : entre les deux tiers et la moitié seulement de la population possède un patrimoine - un peu plus à la campagne et beaucoup moins à Paris - et cette part évolue au cours du temps. Enfin, la concentration extrême de la richesse fait qu'un grand nombre de Français se partagent de fait très peu de fortune.

L'étude pionnière d'A. Daumard qui porte sur cinq villes (Paris, Toulouse, Bordeaux, Lille et Lyon) entre 1800 et 1914, donne une première indication des effets de la croissance sur les inégalités patrimoniales. Les patrimoines se concentrent à Paris où se regroupent les plus grandes fortunes. En province, Lyon qui se trouvait à la seconde place selon le montant des fortunes est détrônée par Lille tandis que Toulouse est largement distancée.

Edité par le Département Sciences sociales, agriculture et alimentation, espace et environnement de l'Institut National de la Recherche Agronomique
Mission Publications : 65 Bd de Brandebourg - 94205 Ivry-sur-Seine Cedex - Tél. 01 49 59 69 00
Directeur de la publication : Bertrand Schmitt – Rédaction : Didier Aubert (Rédacteur en chef), Suzanne Jumel
Reproduction partielle autorisée avec mention de l'origine

La base TRA-patrimoine

Les données proviennent de la base TRA-patrimoine, collectée au Laboratoire d'Economie Appliquée de l'INRA (Ecole d'Economie de Paris). La base TRA-patrimoine rassemble les successions de Français morts entre 1820 et 1939 dont le nom commence par les trois lettres T-R-A. Elle exploite deux sources fiscales : les tables de successions et d'absences (TSA) et les registres de mutations par décès (RMD). Les TSA renseignent sur les noms, professions, état marital, résidence et âge des décédés. Jusqu'en 1870 environ, on y trouve également le montant du patrimoine. Après cette date, n'est mentionnée que l'existence ou non d'une succession. Le détail de celle-ci est alors renvoyé aux registres de mutations par décès. La collecte est quasi-complète en ce qui concerne les TSA. En revanche, elle n'est que parcellaire en ce qui concerne les RMD en raison de la longueur des fiches de successions et de la dispersion de la source. Aussi, à partir de 1870, les montants de successions que l'on sait positives (par les TSA) sont souvent manquants.

Pour y remédier, l'échantillon utilisé pondère les données après 1870 de la manière suivante : une succession positive dont le montant est connu représente *n* successions positives dont le montant est inconnu (mais correspondant à un individu de même sexe, période, groupe d'âge, vivant dans la même région et le même type de zone – rural, villes de province, Paris). Cependant, un problème subsiste : la base TRA-patrimoine, par construction, s'apparente à une enquête ménages : elle est représentative des Français « moyens », laissant ou non une succession, et par conséquent, représente moins bien les super-riches. Au contraire même, il suffit qu'un « super-riche » soit inclus une année dans la base, pour ce que ce décès « exceptionnel » tire le patrimoine total de l'année ou le patrimoine moyen du décile supérieur. Pour pallier ces « sauts » dans la moyenne, l'échantillon a été écrêté au-delà d'un montant correspondant au centile le plus riche des Parisiens, relevé pour la même époque par Piketty, Postel-Vinay et Rosenthal (2006). La méthodologie de micro-simulation sur toute la distribution mobilisée ici est peu influencée par les super-riches, contrairement aux moyennes ou aux indices d'inégalité. L'échantillon final compte 41 476 individus.

Dans la présente étude, qui se concentre sur les fortunes « ordinaires », celles de 99 % des Français et écarte les 1 % les plus riches[1], notre objectif est en quelque sorte de réimmerger cette histoire des inégalités urbaines de richesse dans celles de la France entière.

La répartition spatiale des patrimoines en France entre 1820 et 1939

En moyenne, la richesse des Français possédant une fortune ordinaire évolue de manière similaire en ville et à la campagne. Elle augmente jusqu'à la Première Guerre mondiale, puis diminue entre 1919 et 1939 (tableau 1). La baisse est très conséquente puisque le patrimoine moyen de la période 1919-1939 est même inférieur à ce qu'il était entre 1870 et 1894 après s'être accru de 40 % entre 1870-94 et 1895-1913. Elle affecte surtout le quart supérieur de richesse : les 25 % les plus riches (le 3e quartile) perdent 40 % en valeur de fortune. La richesse moyenne des possédants est moindre dans les zones rurales que dans les villes de province et, *a fortiori,* qu'à Paris (où elle est le double de la richesse rurale). L'écart entre patrimoine moyen en ville et à la campagne est maximum en 1870-1894, période de crise agricole.

Le recours à un indice standard d'inégalité, comme l'indicateur de Theil, fait apparaître qu'en début de période, l'inégalité en patrimoine est la plus élevée à Paris, puis dans les villes de province et moindre dans les zones rurales (tableau 1). Elle est restée stable jusqu'en 1870, avant de diminuer de manière significative d'abord à Paris, puis dans les villes de province au tournant du siècle, et enfin, dans les zones rurales dans l'entre-deux-guerres. L'écart rural-urbain en patrimoine n'est donc ni constant au cours du temps, ni homogène selon les différents niveaux de richesse. L'évolution relative des moyennes (qui sont elles-mêmes très sensibles au comportement du haut de la distribution)

1. Ces derniers, parce qu'ils détiennent à eux seuls 55 % de la richesse totale, racontent une tout autre histoire de la richesse (voir à ce propos, Piketty *et al.*, 2006).

Tableau 1. Patrimoines moyens et indice d'inégalité de Theil pour les possédants

	1820-1847	1848-1869	1870-1894	1895-1913	1919-1939
France					
3ième quartile	8 967	12 647	16 540	27 934	16 936
Moyenne	9 854	13 916	19 433	27 418	16 767
Médiane	3 013	4 321	5 880	8 351	6 170
Theil	1,065	1,064	1,130	0,980	0,854
Zones rurales					
3ième quartile	8 453	11 659	14 425	23 889	15 184
Moyenne	8 954	12 065	14 960	24 037	14 452
Médiane	2 934	4 182	5 515	7 816	6 013
Theil	1,029	0,998	1,000	0,952	0,818
Paris					
3ième quartile	22 383	33 359	49 883	60 967	29 487
Moyenne	23 218	32 187	51 393	49 596	27 231
Médiane	3 025	3 152	16 797	14 786	10 074
Theil	1,080	1,176	0,910	0,880	0,754
Villes de province					
3ième quartile	12 953	22 526	29 086	42 173	18 396
Moyenne	14 345	23 110	34 708	37 274	20 995
Médiane	3 423	6 018	6 984	9 388	6 976
Theil	1,057	1,050	1,136	0,975	0,873

Source : TRA-patrimoine, euros 2007

Tableau 2. Structure de la population : Poids des possédants dans la population de chacune des zones et poids de chaque zone dans la population française

En %

	1820-1847	1848-1869	1870-1894	1895-1913	1919-1939
France					
part des possédants	68,2	66,5	60,6	56,3	53,8
Zones rurales					
part de la zone dans la population française	80,0	75,5	67,5	64,1	57,6
part des possédants dans la population de la zone	73,8	74,9	71,8	68,1	64,4
Paris					
Part de la zone dans la population française	4,5	6,0	8,2	8,2	8,2
part des possédants dans la population de la zone	30,4	24,5	22,6	22,5	29,4
Villes de province					
Part de la zone dans la population française	15,5	18,5	24,3	27,7	34,2
part des possédants dans la population de la zone	50,1	45,7	42,4	39,0	41,8

ne rend pas bien compte de l'évolution des structures relatives d'inégalité.

Aux effets propres au haut de la distribution de la richesse, s'ajoute une autre spécificité du patrimoine par rapport au revenu : seule une partie de la population accède à la richesse, cette proportion diminuant en outre au cours du temps de 68 % en 1820 à 54 % en 1939 (tableau 2). Le phénomène s'observe sur l'ensemble du territoire mais de manière fortement différenciée : en 1820-1847, la plupart des ruraux possèdent un patrimoine (74 % en moyenne). A l'inverse, la majorité des urbains ne laissent rien à leur décès : c'est le cas de près de la moitié des habitants des villes de province et de 70 % des Parisiens. Dans l'entre-deux-guerres, la part des possédants a diminué dans les zones rurales et les villes de province, de plus de 8 points de pourcentage. A Paris, la baisse n'est que de l'ordre de 1 point de pourcentage.

Plusieurs facteurs expliquent cette structure et son évolution. L'écart entre ville et campagne s'explique par la difficulté plus grande en ville d'accéder à l'immobilier par rapport à la campagne où il est relativement aisé d'acquérir une parcelle. Cet écart tend à diminuer, à la fois parce que l'accès à la propriété est rendu plus facile en ville (notamment avec l'apparition de la vente par appartement) et parce que la concurrence pour les terres et la concentration de la propriété diminuent les opportunités d'acquisition à la campagne.

L'évolution des inégalités se joue d'abord dans le monde rural

Les indices de Theil ou de Gini ne permettent pas d'observer l'ensemble d'une distribution et son évolution. Pour caractériser plus finement les deux phénomènes observés précédemment (variation de la valeur moyenne des patrimoines du quartile supérieur, diminution de la part des possédants dans la population), nous avons estimé de manière non paramétrique la forme de la distribution de la richesse pour la population totale et pour les différents sous-groupes sur lesquels est effectuée la décomposition. La figure 1 représente à trois périodes la distribution de la richesse pour la population totale et pour les trois zones géographiques d'intérêt (en ne considérant ici que les individus qui laissent une fortune au décès). La distribution totale est donc la somme des trois distributions pondérée par le poids des populations correspondantes.

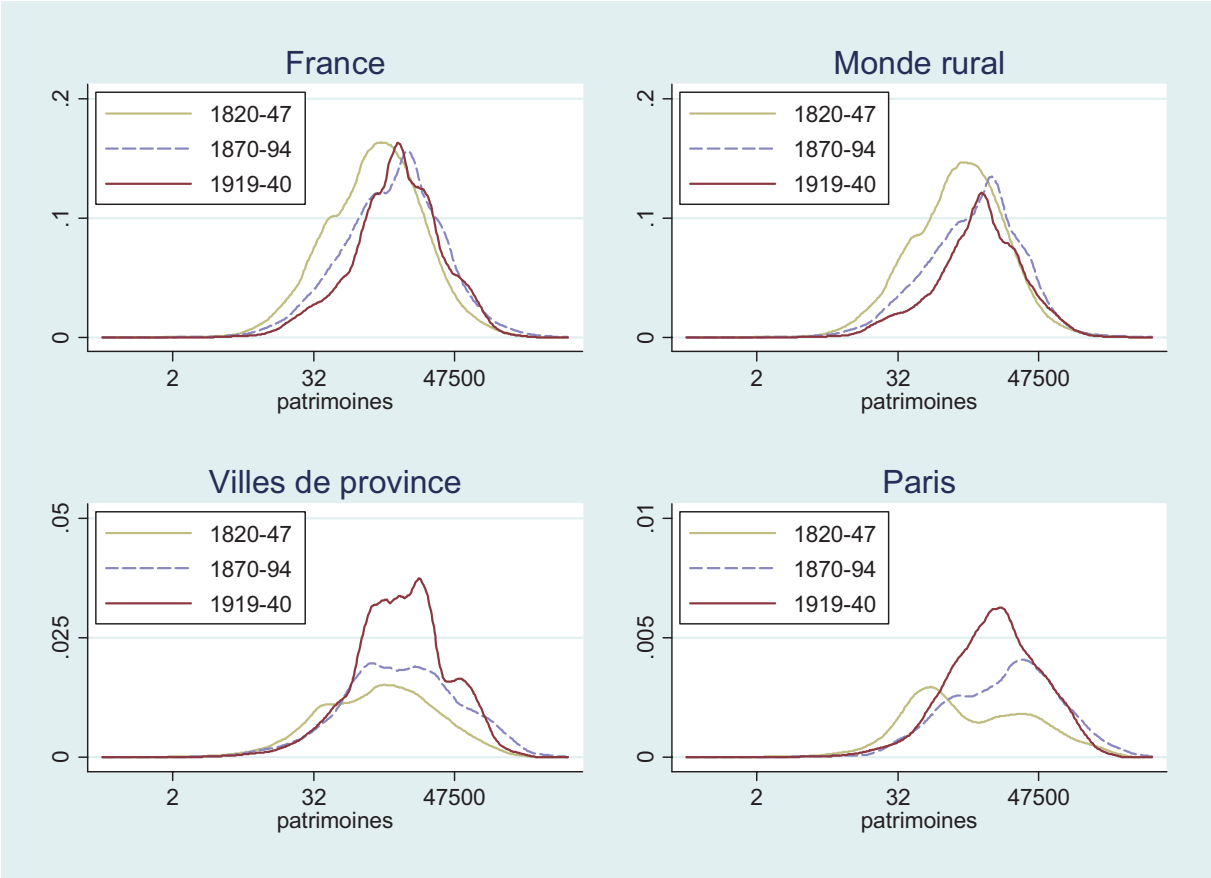
Malgré le mouvement d'urbanisation et les inégalités spécifiques au monde urbain qui se développent, la courbe France entière et son évolution restent dominées par ce qu'il advient de la France rurale : pendant la période considérée, la population rurale reste majoritaire, même si sa prédominance numérique se réduit. De ce fait, l'évolution de la distribution du patrimoine dans les campagnes tire l'évolution de l'ensemble. Cette histoire est marquée par un mouvement commun d'enrichissement des riches et un déplacement général des distributions vers la droite que l'on observe sur la figure 1. Ce mouvement est concomitant d'un accroissement de la part des individus qui ne laissent rien et qui traduit donc une polarisation entre possédants et non possédants de la société française, aussi bien en ville qu'à la campagne (tableau 2).

Mais le monde rural n'est pas un monde sans histoire ; sous la relative stabilité de l'indice d'inégalité, deux changements importants sont à l'œuvre : (i) diminution de la part des possédants (tableau 2) qui se lit aussi dans le tassement de la seconde courbe figure 1 et (ii), parmi les possédants, un enrichissement asymétrique favorisant le haut de la distribution (figure 1) ; les tout petits propriétaires ruraux nombreux en début de période tendent à disparaître.

Sans que l'effet soit suffisamment fort pour modifier la distribution d'ensemble, la courbe de la distribution dans les villes provinciales change profondément entre 1820-47 et 1919-39. L'augmentation de la population urbaine ne se traduit pas par un accès accru à la propriété – au contraire le taux d'individus qui meurent sans fortune y augmente et la courbe se déplace vers la droite traduisant un enrichissement des possédants sans qu'il y ait renouvellement des petits propriétaires comme on l'a vu plus haut.

Au total, on peut retenir deux caractéristiques importantes de l'évolution des inégalités de richesse en France du début du XIXième siècle jusqu'à la guerre de 1940. D'une part, il n'existe pas un lien mécanique entre croissance et enrichissement : on voit que la part des individus qui ne laissent

Figure 1. Distribution des patrimoines en France 1820-47, 1870-1894 et 1919-39 (en euros 2007, sur une échelle logarithmique).



Note : Les courbes représentées sont des estimations de fonctions de densité.

rien augmente sur l'ensemble de la période considérée. Le second point est que, même si le phénomène d'urbanisation et la place des villes s'accroissent de manière certaine pendant la période, le monde rural reste massif et l'évolution des inégalités en son sein dicte le mouvement d'ensemble à la société française. Le fait marquant est alors que, contrairement à un espoir largement partagé depuis la Révolution et tout au long du XIXe siècle au moins, on n'assiste pas à une démocratisation de la petite propriété rurale.

Jérôme Bourdieu, UR1043, Laboratoire d'Economie Appliquée, INRA,
Paris School of Economics, F-75000 Paris
jerome.bourdieu@ens.fr

Pour en savoir plus

Bourdieu, J., Menendez, M., Postel-Vinay, G., Suwa-Eisenmann, A. (2008). Where have (almost) all the wealthy gone ? Spatial decomposition of wealth trends in France, 1820-1940, *Review of Agricultural and Environmental Studies*, Volume 87, issue 2

Références

Daumard, Adeline (1973). *Les fortunes françaises au XIX siècle*. Paris : Mouton,.

Jenkins, Stephen P., and Philippe Van Kerm (2005). « Accounting for income distribution trends : A density function decomposition approach. » *Journal of Economic Inequality* 3 (April 2005) : 43-61.

Kuznets, Simon (1955). « Economic growth and income inequality », *American Economic Review*, 45(1), 1-28

Lewis, Arthur(1954). *Economic Development with Unlimited Supplies of Labour*, Manchester School of Economic and Social Studies, vol. 22,.

Piketty, Thomas ; Gilles Postel-Vinay ; Jean-Laurent Rosenthal (2006). « Wealth concentration in a developing economy : Paris and France, 1807-1994. » *American Economic Review* 96 (March 2006) : 236-256

Diffusion : Martine Champion, INRA SAE2 - Mission Publications, 65 Bd de Brandebourg - 94205 Ivry Cedex
Egalement disponible (au format pdf) sur le site : http://www.inra.fr/Internet/Departements/ESR/publications/iss/
Téléphone : 01 49 59 69 34 - Télécopie : 01 46 70 41 13
Dépôt légal : 4ème trimestre 2009 - ISSN : 0988-3266 - Commission Paritaire n° 0108 B 06817
Réalisation : Suzanne Jumel, INRA SAE2 - 94205 Ivry Cedex - Impression : Jouve - 75036 Paris Cedex 01